

**Note de présentation  
de la circulaire du CDVM n° 02/06  
relative à la réception-transmission d'ordres via un support électronique**

A l'instar des développements enregistrés sur les marchés internationaux, la transmission d'ordres boursiers via un support électronique (la « bourse en ligne ») est depuis peu proposée au Maroc. Ce nouveau canal d'accès au marché boursier encourage les épargnants à être plus actifs sur le marché et favorise la venue de nouvelles catégories d'investisseurs. Néanmoins, cette activité présente certains risques pour les épargnants, d'où la nécessité de l'encadrer à travers une nouvelle circulaire. Les principaux apports de cette nouvelle circulaire sont les suivants :

**Le statut du collecteur d'ordres via un support électronique**

La circulaire précise que l'exercice de l'activité de collecte d'ordres, dans le cadre de la réception-transmission via un support électronique, est limité aux sociétés de bourse et aux teneurs de comptes, deux professions réglementées ainsi qu'à leurs filiales, sous réserve que celles-ci aient comme objet social l'activité de collecte d'ordres.

**Une responsabilisation de la société de bourse**

La circulaire responsabilise les sociétés de bourse par rapport aux ordres qu'elles transmettent au marché. Cette responsabilisation contraint les sociétés de bourse d'une part, à sélectionner les collecteurs d'ordres avec lesquels elles veulent établir une relation de réception-transmission d'ordres via un support électronique et d'autre part, à formaliser, à travers une convention, la relation qui les lie au collecteur d'ordres.

**Des garde-fous en vue de ne pas perturber le bon fonctionnement du marché**

La circulaire impose au collecteur d'ordres de veiller à ce que les ordres qu'il transmet via une société de bourse ne perturbent pas le bon fonctionnement du marché. A ce titre, il doit notamment mettre en place un système de filtrage des ordres.

**L'information du client**

La circulaire prévoit l'information du client en cas de collecte d'ordres via un support électronique. A ce titre, le collecteur d'ordres informe notamment son client de la confirmation de réception de l'ordre, ainsi que de son acceptation ou non par le système.

\*\*\*

Comme prévu par les dispositions légales en vigueur, le projet de circulaire a fait l'objet d'une large consultation auprès de l'ensemble des professionnels concernés, avant examen par les administrateurs du CDVM.

La date d'entrée en vigueur de la circulaire a été fixée au 1er mai 2006.

**CIRCULAIRE N°02/06**

**RELATIVE A LA RECEPTION-TRANSMISSION**

**D'ORDRES VIA UN SUPPORT ELECTRONIQUE**

---

Aux termes de l'article 4-2 du Dahir portant loi n° 1-93-212 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, ci-après désigné par « le Dahir portant loi n° 1-93-212 », le CDVM, pour l'exécution de ses missions, « peut édicter des circulaires qui s'appliquent aux divers organismes ou personnes qu'il est amené à contrôler (...). Ces circulaires fixent (...) les règles de pratique professionnelle qui s'appliquent aux organismes et personnes précités, dans le cadre des relations entre eux, ainsi que dans le cadre de leurs relations avec les épargnants (...) »

La présente circulaire a pour objet de préciser les règles de pratique professionnelle qui s'appliquent aux personnes qui fournissent le service de réception-transmission d'ordres de bourse via un support électronique et ce, dans le cadre de leurs relations tant avec la société de bourse qu'avec les épargnants.

En particulier, cette circulaire prévoit de formaliser la relation entre le client et le collecteur d'ordres en définissant les droits et obligations des deux parties. Dans un souci d'homogénéisation, un modèle-type de convention relative à la réception-transmission d'ordres via un support électronique est annexé à la présente circulaire.

**SECTION I**

**DISPOSITIONS GENERALES**

**Article premier : Définitions**

Pour l'application de la présente circulaire, on entend par :

- Collecteur d'ordres : toute société de bourse ou tout teneur de comptes, ou toute filiale d'une société de bourse ou d'un teneur de comptes et dont l'objet social est la collecte d'ordres.
- Système : le système couvre le matériel informatique et les logiciels utilisés par le collecteur d'ordres pour assurer le service de réception-transmission d'ordres via un support électronique.
- Support électronique : tout support de communication électronique implémenté par le collecteur d'ordres et qui permet la réception des ordres des clients et leur routage automatique vers la bourse par l'intermédiaire d'une

société de bourse (exemple : LAN, WAN, IA, LS, WAP, GPRS, réseau local, etc.)

## **Article 2 : Champ d'application de la présente circulaire**

La présente circulaire s'applique à toute personne morale qui exerce l'activité de collecte d'ordres via un support électronique. Cette personne morale peut être soit :

- une société de bourse qui reçoit les ordres des clients ou d'un autre collecteur d'ordres et les transmet au marché pour exécution ;
- un teneur de comptes qui reçoit les ordres des clients et les transmet à une société de bourse pour transmission au marché ;
- une filiale d'un teneur de comptes ou d'une société de bourse, dont l'objet social prévoit expressément la collecte d'ordres, qui reçoit les ordres des clients et les transmet à une société de bourse pour transmission au marché.

## **Article 3 : Conditions d'exercice de l'activité de réception-transmission d'ordres via un support électronique**

Pour exercer l'activité de réception-transmission d'ordres via un support électronique, les personnes citées à l'article 2 ci-dessus doivent, selon leur catégorie, remplir les conditions suivantes :

### **1) Pour les sociétés de bourse :**

- respecter les dispositions de la présente circulaire ;
- respecter les dispositions du cahier des charges, établi par la Société gestionnaire de la Bourse des Valeurs de Casablanca

### **2) Pour les teneurs de compte, leurs filiales ou les filiales des sociétés de bourse :**

- respecter les dispositions de la présente circulaire ;
- signer avec une société de bourse une convention de collecte-transmission d'ordres.

## **SECTION II**

### **RELATION ENTRE LE COLLECTEUR D'ORDRES ET LE CLIENT**

## **Article 4 : Constitution d'un dossier client**

Préalablement à l'entrée en relation avec un nouveau client dans le cadre de l'activité de réception-transmission d'ordres via un support électronique, le collecteur d'ordres doit constituer pour chaque client un dossier contenant des documents lui permettant à tout moment, de s'assurer de :

- son identité ainsi que de celle de son mandataire, le cas échéant ;
- sa capacité juridique à effectuer les opérations envisagées ainsi que de celle de son mandataire, le cas échéant.

## **Article 5 : Signature d'une convention**

Préalablement à l'entrée en relation avec un nouveau client dans le cadre de l'activité de réception-transmission d'ordres via un support électronique, le collecteur d'ordres doit signer avec le client une convention de réception-transmission d'ordres via un support électronique.

Le modèle-type, annexé à la présente circulaire, énonce les mentions minimales devant figurer dans la convention, dont la teneur peut être complétée sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Lorsque certaines clauses se révèlent inadaptées à la situation, elles pourront être modifiées sous réserve que des dispositions équivalentes soient mises en œuvre ou que des mécanismes contractuels comparables soient assurés.

## **Article 6 : Connaissance du client**

Le collecteur d'ordres doit avoir une connaissance suffisante du client et de sa capacité financière. A cet effet, il met en œuvre des pratiques conformes aux meilleurs usages et à la réglementation en vigueur.

## **Article 7 : Information du client**

7.1 Le collecteur d'ordres doit fournir au client les outils pédagogiques permettant à ce dernier de :

- Utiliser correctement le système (un manuel d'utilisation ou autre) ;
- S'initier aux règles de fonctionnement du marché (Règlement général de la bourse, etc.)
- Avoir les éléments nécessaires pour prendre les décisions d'investissement (un flux d'information de marché : cours, volume, état du carnet, etc.)

7.2 Le collecteur d'ordres informe immédiatement son client de la confirmation de réception de l'ordre, ainsi que de son acceptation ou non par le système de filtrage basé sur les règles visées à l'article 11 ci-après. Le système doit permettre au client l'impression immédiate de la confirmation de réception. Cette impression doit reprendre les mentions minimales de l'ordre transmis.

7.3 Lorsque le collecteur d'ordres est une société de bourse, il doit respecter les dispositions réglementaires en la matière s'appliquant aux sociétés de bourse et relatives à l'information des clients. A cet effet, il adresse notamment au client les documents suivants :

- ***Un avis de confirmation***

A chaque opération réalisée pour le compte du client, un avis de confirmation lui est adressé au plus tard le lendemain de l'exécution de l'opération.

L'avis de confirmation doit obligatoirement contenir les mentions suivantes :

- l'identité du donneur d'ordres ;
- le numéro de compte du client ;
- la dénomination du marché ;

- la valeur sur laquelle porte la négociation ;
- le sens de la négociation (achat ou vente) ;
- la quantité exécutée ;
- la date d'exécution ;
- le cours d'exécution ;
- le montant brut de l'opération ;
- les commissions appliquées ;
- la TVA ;
- le montant net de l'opération ;

– *Un journal trimestriel d'opérations*

La société de bourse adresse au client un journal trimestriel d'opérations qui récapitule l'ensemble des opérations réalisées pour le compte du client dans un délai qui ne peut dépasser 15 (quinze) jours calendaires à compter de la clôture du trimestre concerné.

7.4 Lorsque le collecteur d'ordres est un teneur de compte, il doit respecter les dispositions réglementaires s'appliquant à la tenue de compte et relatives à l'information du client. A cet effet, il adresse notamment au client les documents suivants :

– *Un avis de débit et de crédit*

Le collecteur d'ordres teneur de compte adresse au client un avis relatif à chaque mouvement sur le compte de celui-ci dans un délai de 8 (huit) jours calendaires à compter dudit mouvement.

– *Un relevé espèces*

Le collecteur d'ordres teneur de compte adresse au client, sur une base mensuelle, au plus tard 8 (huit) jours calendaires à compter de l'arrêté du mois, un relevé espèces faisant état de l'historique des mouvements du mois.

Le collecteur d'ordres teneur de compte n'a pas l'obligation d'adresser un relevé au client lorsque son compte espèces n'a enregistré aucun mouvement durant le mois.

– *Un relevé titres*

Le collecteur d'ordres teneur de compte adresse au client, sur une base trimestrielle, au plus tard 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'arrêté du trimestre, un relevé titres valorisés au dernier cours coté de la période considérée.

## **Article 8 : Conseils à la clientèle**

Le respect des conditions d'exercice de l'activité de collecte d'ordres via un support électronique n'implique pas que le collecteur d'ordres est qualifié pour donner des conseils à la clientèle. Aussi, est-il recommandé au collecteur d'ordres, lorsqu'il n'a pas le statut de société de bourse, de s'abstenir de prodiguer au client des conseils en matière d'acquisition ou d'aliénation de valeurs mobilières. Si le client en exprime le besoin, il est recommandé que le collecteur d'ordres oriente celui-ci vers une société de bourse.

## **Article 9 : Couverture des engagements**

Tout dépôt de garantie doit être réalisé sur un compte ouvert au nom du client chez un teneur de comptes habilité à cet effet.

### **SECTION III**

#### **TRANSMISSION DES ORDRES PAR LE COLLECTEUR D'ORDRES**

##### Obligations vis à vis du marché

##### **Article 10 : Transmission des ordres à une société de bourse**

Le collecteur d'ordres, lorsqu'il n'a pas lui-même le statut de société de bourse, a l'obligation de passer par une société de bourse pour la transmission au marché des ordres qu'il a collectés.

##### **Article 11 : Vérification de la cohérence des ordres**

Le collecteur d'ordres met en place un système de filtrage qui permet la vérification de la cohérence des ordres en termes de prix conformément aux dispositions de l'article 3.3.25 du Règlement Général de la Bourse des valeurs. L'objectif étant de s'assurer que ces ordres ne portent pas atteinte au bon fonctionnement du marché.

##### **Article 12 : Couverture des opérations**

Le collecteur d'ordres met en œuvre tous les moyens nécessaires pour s'assurer que les transactions, relatives aux ordres qu'il a transmis, seront dénouées dans les délais réglementaires.

##### Obligations techniques

##### **Article 13 : Identification des clients**

Le collecteur d'ordres est tenu de fournir à chaque client un identifiant unique ainsi qu'un mot de passe en vue de se connecter au système.

##### **Article 14 : Confirmation des ordres**

Le collecteur d'ordres met en place un système de confirmation qui permette la confirmation par le client de ses ordres avant leur intégration dans le système. L'objectif étant de s'assurer que ces ordres ne comportent pas d'erreurs de saisie.

## **Article 15 : L'information des clients en cas de dysfonctionnements**

En cas de dysfonctionnement du système de réception-transmission d'ordres, le collecteur d'ordres doit informer sans délai, par tout moyen approprié, les utilisateurs de la nature et de la durée prévisible du dysfonctionnement.

## **Article 16 : Conservation des données**

Le collecteur d'ordres s'assure que le système permet la conservation des données et ce, en vue de la reconstitution des pistes d'audit.

## **Article 17 : La fiabilité et la confidentialité**

Le collecteur d'ordres met en place les dispositions nécessaires en vue d'assurer la fiabilité et la confidentialité des données.

## **Article 18 : La sécurité**

Le collecteur d'ordres s'assure en permanence de :

- l'adaptation de son système de réception-transmission d'ordres à la nature de son activité et au volume quotidien des transactions et ce, afin d'éviter toute saturation du système ;
- l'existence des procédures alternatives en cas de dysfonctionnement du système.

# **SECTION IV**

## **OBLIGATIONS DU CLIENT**

## **Article 19 : Conditions d'accès au système**

Le client ne peut tenir le collecteur d'ordres responsable d'un quelconque préjudice qu'il subirait du fait de l'utilisation du système, en son nom, par des personnes non autorisées. Le client doit faire un usage strictement personnel de son identifiant.

## **Article 20 : Transmission des ordres**

Le client accepte les règles de filtrage mises en place par le collecteur d'ordres visées à l'article n° 11 de la présente circulaire. Il s'engage à ne transmettre au système aucun ordre :

- dont la taille est manifestement disproportionnée en comparaison avec sa capacité financière ;
- dont la stipulation de prix est très éloignée des cours prévalant sur le marché ;
- dont le volume dépasse le seuil maximal autorisé par le collecteur d'ordres pour une transaction. Ce seuil est fixé au niveau de la convention.

## **Article 21 : Couverture titres et espèces**

Le client s'engage envers le collecteur d'ordres à ce que chaque opération d'achat ou de vente de titres soit couverte par la provision titres ou espèces correspondante.

## **SECTION V**

### **ROLE DE LA SOCIETE DE BOURSE**

#### **Article 22 : Choix du collecteur d'ordres**

La société de bourse est seule responsable du choix du collecteur d'ordres avec lequel elle entre en relation. Elle doit veiller à ce que le collecteur d'ordres dispose des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de l'activité de réception-transmission d'ordres via un support électronique.

#### **Article 23 : Formalisation de la relation avec le collecteur d'ordres**

Avant toute entrée en relation avec un collecteur d'ordres, la société de bourse doit formaliser cette relation par la signature d'une convention liant les deux parties. Elle en informe le CDVM dans un délai de 5 (cinq) jours calendaires avant l'entrée en vigueur de la convention.

## **SECTION VI**

### **ROLE DE LA SOCIETE GESTIONNAIRE DE LA BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA**

#### **Article 24 : Mise à disposition d'une plateforme technologique**

La Société Gestionnaire met à la disposition des sociétés de bourse une plate-forme technologique permettant la transmission automatique des ordres des sociétés de bourse. La Société Gestionnaire veille à la continuité du service offert aux sociétés de bourse.

#### **Article 25 : Elaboration d'un cahier des charges**

La Société Gestionnaire établit et présente un cahier des charges à toute société de bourse souhaitant bénéficier du service. Ce cahier des charges doit exposer les différents modules constituant la plate-forme de routage et définir les conditions dans lesquelles la Société Gestionnaire accorde à la société de bourse une autorisation d'utilisation de la plate-forme de routage. Cette autorisation est valable pour une période limitée dans le temps, elle est non cessible, ni transmissible.

#### **Article 26 : Obligation d'information du CDVM**

La Société Gestionnaire informe le CDVM de toute autorisation accordée à une société de bourse pour l'utilisation de la plate-forme de routage. De même, la Société Gestionnaire informe le CDVM, sans délai, de tout incident d'utilisation de la plateforme qu'elle aura constaté.



## **SECTION VII**

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 27 : Modification du cadre légal ou réglementaire**

En cas de modification du cadre légal ou réglementaire ayant des répercussions sur la relation entre le client et le collecteur d'ordres, celui-ci doit prévenir le client dans un délai de 15 (quinze) jours et mettre à jour en conséquence la convention les liant.

#### **Article 28 : Date d'effet**

Les dispositions de la présente circulaire prennent effet à compter 1<sup>er</sup> mai 2006.

Annexe : Convention de transmission d'ordres via un support électronique : modèle-type.

## Annexe

### CONVENTION DE TRANSMISSION D'ORDRES VIA UN SUPPORT ELECTRONIQUE Client-Collecteur d'ordre

#### MODELE-TYPE

#### **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

- \_\_\_\_\_, constituée en la forme de \_\_\_\_\_ au capital de \_\_\_\_\_ de dirhams, dont le siège est à \_\_\_\_\_, immatriculée au Registre de Commerce de \_\_\_\_\_ sous le n° \_\_\_\_\_, représentée par \_\_\_\_\_, ayant les pouvoirs nécessaires à l'effet des présentes.

*Si le collecteur d'ordres est une société de bourse : préciser les références de l'agrément délivré par le ministre chargé des Finances*

Ci-après désignée : « collecteur d'ordres »  
D'UNE PART

ET

- Prénoms, nom, domicile et numéro de la carte d'identité nationale ou du passeport pour les personnes physiques ;

- Dénomination, capital, siège social, identification, prénoms et nom du ou des dirigeants sociaux habilités à engager la société.

Ci-après désigné(e) : « le client »  
D'AUTRE PART

#### **IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

La relation entre le client et le collecteur d'ordres dans le cadre de la réception-transmission d'ordres via un support électronique, est régie par les dispositions de la présente convention.

## SECTION I

### DISPOSITIONS GENERALES

#### **Article premier : Définitions**

Pour l'application de la présente convention, on entendra par :

- Système : le système couvre le matériel informatique et les logiciels utilisés par le collecteur d'ordres pour assurer le service de réception-transmission d'ordres via un support électronique.
- Support électronique : tout support de communication électronique implémenté par le collecteur d'ordres et qui permet la réception des ordres des clients et leur routage automatique vers la bourse par l'intermédiaire d'une société de bourse (exemple : LAN, WAN, IA, LS, WAP, GPRS, réseau local, etc.)

#### **Article 2 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge et d'exécution des ordres du client transmis au collecteur d'ordres via un support électronique.

## SECTION II

### OBLIGATIONS DU CLIENT

#### **Article 3 : Engagement du client**

Le client s'engage à informer immédiatement le collecteur d'ordres de tout changement des informations dans les documents constitutifs de son dossier auprès du collecteur d'ordres et relatif à son identité, activité ou capacité juridique.

D'autre part, le client s'engage envers le collecteur d'ordres à ce que chaque opération d'achat ou de vente de titres soit couverte par la provision titres ou espèces correspondante.

#### **Article 4 : Transmission des ordres**

4.1 *(Lorsque le collecteur d'ordres n'a pas lui-même le statut de société de bourse)*

Le collecteur d'ordres déclare avoir signé une convention avec la société de bourse .....*(préciser la dénomination sociale de la société de bourse)* à l'effet de lui transmettre pour exécution sur le marché tous les ordres collectés via le système.

4.2 Le client déclare avoir pris connaissance des règles applicables au filtrage des ordres prévues par la réglementation en vigueur. Il s'engage à ne transmettre via le système aucun ordre :

- dont la taille est manifestement disproportionnée en comparaison avec sa capacité financière ;
- dont la stipulation de prix est très éloignée des cours prévalant sur le marché ;
- dont le volume dépasse le seuil maximal autorisé par le collecteur d'ordres pour une transaction. Ce seuil est fixé ci-après. Le seuil convenu est de ..... Dhs (à préciser).

Si un ordre porte sur un volume supérieur au seuil, le client devra passer son ordre par la voie classique (téléphone, fax, etc.)

4.3 Bien que le support électronique de communication, visé dans la présente convention, permet de raccourcir significativement le délai d'acheminement d'un ordre vers le marché, le client reconnaît qu'il existe un temps de traitement et ce, pour les raisons ci-après :

- un ordre doit être soumis à un certain nombre de contrôles avant d'être présenté au marché et ce, pour des considérations réglementaires ;
- un incident technique peut intervenir, ce qui peut interrompre ou ralentir le fonctionnement du processus de passation d'ordres.

### **SECTION III**

#### **OBLIGATIONS DU COLLECTEUR D'ORDRES**

##### **Article 5 : Engagement du collecteur d'ordres**

Le collecteur d'ordres s'engage à exécuter les obligations qui découlent de la présente convention avec diligence, loyauté, équité, dans le respect de la primauté des intérêts de son client et de l'intégrité du marché.

##### **Article 6 : Formation du client**

Le client déclare avoir la formation lui permettant d'utiliser le service de réception-transmission d'ordres via un support électronique.

##### **Article 7 : Identification du client**

Le collecteur d'ordres fournit à chaque client un identifiant unique ainsi qu'un mot de passe pour se connecter au système.

##### **Article 8 : Information de marché**

Le collecteur d'ordres met à la disposition du client via le système un flux d'information de marché en vue de l'assister dans sa prise de décision.

## **Article 9 : Conditions de transmission et d'exécution des ordres**

Le collecteur d'ordres déclare que chaque ordre reçu au niveau de son système sera traité comme suit :

- identification du client et de son numéro de compte ;
- vérification de la couverture de l'opération ;
- attribution d'un identifiant unique pour chaque ordre ;
- horodatage de l'ordre ;
- envoi d'un accusé de réception de l'ordre au client avec l'identifiant de l'ordre ;
- contrôle de l'ordre selon les procédures de filtrage décrites au niveau de l'article 10 ci-après ;
- acceptation de l'ordre ou son rejet ;
- en cas d'acceptation, transmission de l'ordre à la société de bourse ;
- transmission de l'ordre au marché avec diligence ;
- en cas de rejet, le client est informé des motifs.

## **Article 10 : Filtrage des ordres**

Dans le cadre du processus de validation défini au niveau de l'article 9 ci-dessus et conformément aux dispositions légales et réglementaires, le collecteur d'ordres procède à un filtrage électronique des ordres avant leur entrée dans le système et leur exécution sur le marché. Le filtrage permet de s'assurer que ces ordres ne portent pas atteinte au bon fonctionnement du marché.

- au niveau de la limite de prix : le collecteur d'ordres s'assure de la cohérence du cours avec les conditions du marché.
- au niveau du volume induit par l'ordre : le collecteur d'ordres fixe un seuil maximal de volume de transaction.
- Un message de rejet de l'ordre signalera que :
  - les limites en termes de cours rendent l'ordre incohérent ;
  - les limites en termes de volume induit par l'ordre sont dépassées.

## **Article 11 : Information du client**

11.1 Le collecteur d'ordres informe immédiatement son client de la confirmation de réception de l'ordre, ainsi que de son acceptation ou non par le système. Le système doit permettre au client l'impression immédiate de la confirmation de réception. Cette impression doit reprendre les mentions minimales de l'ordre transmis.

11.2 (Lorsque le collecteur d'ordres est une société de bourse)

Le collecteur d'ordres s'engage à adresser au client les informations suivantes (à détailler) et selon les modalités suivantes (à détailler).....

11.3 (Lorsque le collecteur d'ordres est un teneur de compte)

Le collecteur d'ordre s'engage à adresser au client les informations suivantes (à détailler) et selon les modalités suivantes (à détailler)....

## **Article 12 : Conservation des données**

Sans préjudice des obligations légales en la matière, les documents suivants doivent être conservés par le collecteur d'ordres en vue de la reconstitution des pistes d'audit :

- au minimum 2 ans, toute donnée relative à la non exécution d'un ordre ;
- au minimum 5 ans, les données relatives à l'exécution de l'ordre ;
- au minimum 5 ans, l'enregistrement de tout ordre passé par lettre, téléphone, télécopie ou courrier électronique en cas d'indisponibilité du système telle que décrite au niveau de l'article 16 ci-dessous.

## **Article 13 : Limites de la responsabilité du collecteur d'ordres**

Le client ne peut tenir le collecteur d'ordres responsable d'un quelconque préjudice qu'il subirait du fait de l'utilisation du système, en son nom, par des personnes non autorisées, autres que les préposés du collecteur d'ordres.

A défaut d'opposition régulièrement notifiée, le collecteur d'ordres n'est pas responsable :

- des conséquences de l'utilisation, par un tiers, de l'identifiant et du mot de passe du client et de l'un de ses mandataires ;
- de toute utilisation frauduleuse par autrui de l'identifiant et du mot de passe du client.

De même, le collecteur d'ordres n'est pas responsable de :

- toute inaptitude du client à utiliser le système pour des raisons indépendantes de la volonté du collecteur d'ordres ;
- tous manquement, inexactitude, malentendu ou retard relatifs à la fourniture du flux d'information de marché.

## **SECTION IV**

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

## **Article 14 : Défaillance du système**

En cas d'indisponibilité totale du système, les parties conviennent d'un mode alternatif de transmission (*par téléphone..... ou télécopie..... à préciser*).

## **Article 15 : Rémunération du collecteur d'ordres**

Les services fournis par le collecteur d'ordres au client seront facturés selon le barème joint en annexe.

Toute modification de ce barème sera soumise à l'approbation du client 15 (quinze) jours calendaires avant qu'elle ne prenne effet.

## **Article 16 : Engagement**

Les parties reconnaissent que les données qu'elles enregistrent sur le système les engagent, et elles assument pleinement la responsabilité découlant desdits engagements.

## **Article 17 : Résiliation**

17.1 Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée.

17.2 Il peut être résilié à tout moment par le client ou le collecteur d'ordres par lettre recommandée avec accusé de réception avec date d'effet un mois après réception.

17.3 Sans préjudice d'une action en dommages et intérêts, le non-respect par le client de ses engagements au titre de la présente convention peut entraîner, à la seule initiative du collecteur d'ordres, et sans mise en demeure préalable, la résiliation de la présente convention et l'interdiction du client d'accéder au système.

17.4 La résiliation de la présente convention n'affectera en rien la responsabilité que le client encourt au regard des ordres transmis avant la prise d'effet de ladite résiliation.

17.5 Les obligations découlant des dispositions de l'article 13 ci-dessus relatif à la conservation des données demeureront opposables aux parties, même après la résiliation.

## **Article 18 : Actualisation - révision**

La présente convention sera actualisée en fonction des évolutions du cadre légal et réglementaire en vigueur. Le collecteur d'ordres avisera sans délai le client des changements intervenus.

Toute modification de la présente convention prendra la forme d'un avenant signé par les deux parties.

## **Article 19 : Election de domicile**

19.1 Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur siège social et domicile respectifs indiqués en tête des présentes.

19.2 Tout changement de siège ou de domicile devra être notifié à l'autre partie dans un délai de 8 (huit) jours calendaires à compter du changement effectif.

## **Article 20 : Attribution de compétence**

Le tribunal de \_\_\_\_\_ est seul compétent pour connaître de toutes contestations ou litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention.

Fait et signé à ....., le .....,  
en deux exemplaires originaux.

Collecteur d'ordres.....  
Représenté par : Monsieur .....  
Qualité : Fonction

Le Client.....  
Qualité :

Signature

Signature